

mas Givaldino, nôtre Ministre Plénipotentiaire en cette Cour, de lever à intérêt les 95000. livres, afin d'accomplir ce qui étoit stipulé à ce sujet de nôtre part.

Dès que la Convention fut signée au Pardo, & qu'elle eut été ratifiée à Londres, Nous ordonnâmes par une suite de nôtre bonne foi, de désarmer nos Escadres, Nous expédiâmes les ordres qu'il convenoit d'envoyer à la Flotide; & nous fîmes tout ce qu'il nous appartenoit de faire; au lieu que l'Angleterre se repentant, sans doute, d'avoir rappelé dans ses Ports l'Escadre de l'Amiral Haddock, qui étoit dans la Méditerranée, en revoqua l'ordre, & lui en envoya un autre de rester à Gibraltar, ce Port étant plus commode pour l'exécution des desseins que vraisemblablement elle méditoit déjà dès ce tems là; & qui se sont manifestez depuis: Elle négligea en même tems d'envoyer à la Caroline les ordres qu'elle devoit y expédier; & l'injuste procédé de la Compagnie fut appuyé de l'autorité du Roi, en supposant que c'étoit une affaire de la Couronne, quoi qu'avant la Convention on eut reconnu que ce n'étoit qu'un Contract avec un particulier.

Ces démarches si peu conformes au but qu'on se proposoit, nous obligerent d'ordonner au Marquis de Villarias, nôtre premier Secrétaire d'Etat & des Dépêches, de déclarer au commencement d'Avril dernier à Don Benjamin Keene, Ministre Plénipotentiaire du Roi de la Grande-Bretagne, qu'un plus long séjour de l'Amiral Haddock à Gibraltar rendoit impossible l'exécution totale de la Convention; quelques sûretés qu'on pût donner à cet égard de la part de l'Angleterre: & voyant que de pareilles insinuations ne produisoient pas l'effet que nous en attendions, sçavoir d'éloigner les maux dont on étoit menacé, Nous résolûmes de faire réitérer cette Déclaration